

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Jérôme Beuzelin : Inspection du travail et contrôle des étrangers.

Marie-France Bied-Charreton : Périmètre de l'ordre des licenciements et loyauté de l'employeur.

Daniel Boulmier : À la RATP, l'enquête a l'ticket... Contribution à l'éradication d'une officine patronale.

JURISPRUDENCE

Voir notamment

La présence permanente d'un huissier de justice, même sans voix délibérative ou seulement consultative, à toutes les réunions du comité d'entreprise aboutit à en modifier la composition telle qu'elle est fixée par les dispositions d'ordre public du Code du travail.

Tribunal de grande instance de Bobigny 14 août 2014 (p. 190)

Mise en inactivité d'un salarié prononcée dans un contexte de harcèlement moral et de discrimination. Les offices autonomes du juge des référés et du juge du fond dans la sanction de l'illicéité de la rupture du contrat de travail.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 décembre 2014 – Marianne Keller Lyon-Caen (p.197)

Du juge judiciaire au juge administratif en passant par la loi, la fixation unilatérale par l'employeur du périmètre d'ordre des licenciements : limitation ou interdiction ?

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise 11 juillet 2014 ; Cour administrative d'appel de Versailles 21 octobre 2014 – Note Judith Krivine (p.202)

Le particularisme des salariés du secteur de l'aide à la personne au prisme de leurs temps de déplacement.

Cour de cassation (Ch. Crim.) 2 septembre 2014 – Michel Faivre-Picon (p.208)



Doctrine

Inspection du travail et contrôle des étrangers par Jérôme Beuzelin , Inspecteur du travail	156
Périmètre de l'ordre des licenciements et loyauté de l'employeur par Marie-France Bied-Charreton , Avocate au Barreau de Paris	164
LICENCIEMENT POUR MOTIF ECONOMIQUE – Licenciement collectif – Ordre des licenciements – Mise en œuvre – Manquement à l'obligation de loyauté – Acquisition d'une société destiné à être fusionnée – Prise en compte – Nécessité. Première espèce :	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 8 octobre 2014	169
LICENCIEMENT POUR MOTIF ECONOMIQUE – Licenciement collectif – Ordre des licenciements – Fixation – Critères – 1° Mise en œuvre – Cadre – 2° Inobservation – Sanction. Deuxième espèce :	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 15 mai 2013	169
LICENCIEMENT POUR MOTIF ECONOMIQUE – Licenciement collectif – Ordre des licenciements – Critères – Qualités professionnelles – Contrôle. Troisième espèce :	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 24 septembre 2014	170
À la RATP, l'enquête a l'ticket... Contribution à l'éradication d'une officine patronale par Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université de Lorraine	171
LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Faute grave – Travailleur handicapé – Prise en charge conventionnelle de frais de transport – Non-conformité des déplacements – Preuve – Enquête de voisinage et interrogatoire d'un salarié en état de faiblesse – Moyens de preuve illicites – Intention frauduleuse non établie – Absence de cause réelle et sérieuse. Première espèce :	
1) COUR D'APPEL DE PARIS (Pôle 6 - Chambre 3) 29 décembre 2009	179
2) COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 27 septembre 2011	180
LIBERTES ET DROITS FONDAMENTAUX – Droit disciplinaire – Enquête – Conditions – Auditions menées à discrétion de l'entreprise en dehors de la procédure disciplinaire – Illicéité – Preuve des atteintes – Trouble manifestement illicite (non). Deuxième espèce :	
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS (Référé) 16 août 2013	182
LIBERTES ET DROITS FONDAMENTAUX – Soupçon de faits fautifs envers un salarié – Enquête en dehors d'une procédure disciplinaire – Absence d'engagement des poursuites – Détérioration de la situation professionnelle du salarié – Reproches constants malgré l'absence de sanctions – Réclamations du salarié auprès de la hiérarchie et des pouvoirs publics – Licenciement pour dénigrement – Atteinte aux droits fondamentaux – Réintégration – 1° Droit disciplinaire – Modes de preuve – Refus de communiquer le dossier administratif au salarié – Atteinte aux droits de la défense – Employeur détériorant délibérément les relations de travail – 2° Liberté d'expression – Stratégie de l'entreprise visant à y porter atteinte – Absence d'abus du salarié. Troisième espèce :	
COUR D'APPEL Paris Pôle 6 (Chambre 6) 2 juillet 2014	184
Rapport de l'Observatoire de la discrimination et de la répression syndicales. Note de lecture par Josépha Dirringer , Maître de conférences de Droit privé, Université Rennes I	189

Jurisprudence

CHSCT – Implantation – Périmètre – Entreprise. COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 17 décembre 2014	190
Note	190

COMITÉ D'ENTREPRISE – Fonctionnement – Ordre du jour et procès-verbal – Prérrogative – Désignation d'un huissier par décision de justice (non) – Contestation sérieuse et trouble manifestement illicite.	
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE BOBIGNY (Ch. 1 - Sect. 5) 14 août 2014	190
Note	192
CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Signalement de la médecine du travail pour des difficultés liées au mode de management – Mutation disciplinaire de la responsable – Refus de la sanction malgré une clause de mobilité – Licenciement pour faute grave – Faits non établis – Discrimination liée à l'orientation sexuelle – Nullité de la mesure.	
COUR D'APPEL DE CHAMBERY (Ch. Soc.) 24 juin 2014	193
Note Mouna Benyoucef , élève Avocate	195
CONTRAT DE TRAVAIL – Informatique et libertés – Traitement automatisé de données personnelles – Dispositif de contrôle individuel de l'importance et des flux des messageries électroniques – Utilisation importante de la messagerie à des fins personnelles – Licenciement disciplinaire – Absence de déclaration préalable du traitement à la CNIL – Moyen de preuve illicite – Absence de cause réelle et sérieuse.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 8 octobre 2014	196
Note Arnaud Mazières	196
HARCELEMENT – Action en référé afin d'obtenir une « mise en inactivité » - Action au fond visant à faire reconnaître la nullité de la rupture pour harcèlement – Contrariété des demandes (non).	
EGALITE DE TRAITEMENT – Atteinte – Appréciation – Panel de comparaison – Composition – Catégorie professionnelle – Limite (non).	
PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL – Autorisation administrative – Harcèlement – Rupture du contrat par voie judiciaire – Indemnisation pour violation du statut protecteur (oui).	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 9 décembre 2014	197
Note Marianne Keller Lyon-Caen , Maître de conférences honoraire à l'Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne	198
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Licenciement collectif – PSE établi par voie unilatérale – Ordre des licenciements – Périmètre – Fixation à un niveau inférieur à l'entreprise – Illégalité.	
1) TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CERGY-PONTOISE (9e Ch.) 11 juillet 2014	202
2) COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE VERSAILLES 21 octobre 2014	203
Note Judith Krivine , Avocate au Barreau de Paris	204
TEMPS DE TRAVAIL – Temps de travail effectif – Déplacement d'aides à domicile entre deux interventions – Absence de prise en compte pour le calcul du salaire – Travail dissimulé.	
COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 2 septembre 2014	208
Note Michel Faivre-Picon , Animateur du collectif confédéral <i>Services à la personne</i>	208

Connectez-vous au site du Droit Ouvrier, vous y trouverez de nombreux renseignements utiles :
articles en libre consultation, annonces de colloques et débats, etc.

<https://sites.google.com/site/droitouvrier>